

MONTHLY HOUSE VIEW

JUILLET 2026

La nouvelle ère de
l'investissement

01	ÉDITORIAL La nouvelle ère de l'investissement	P3
02	MACROÉCONOMIE & STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT Résilience, risques et hausses de taux	P4
03	FOCUS Ormuz : Leçons du transport maritime mondial	P8
04	PERSPECTIVES DE MARCHÉ CapEx IA : Pourquoi le financement en bourse a du sens	P10
05	MARKET MONITOR Aperçu des données de marché	P12
06	DÉCOUVREZ L'ÉQUIPE	P13
07	GLOSSAIRE	P14
08	AVERTISSEMENT	P15



Jérôme
VAN DER BRUGGEN
Chief Market Strategist

Chère lectrice, Cher lecteur,

Pendant des années, le récit dominant en macro-économie était celui de la stagnation séculaire : un monde riche en idées mais pauvre en investissements. L'innovation progressait, mais les dépenses d'investissement restaient à la traîne, entraînant une croissance de la productivité anémique, voire en déclin dans certaines régions. Ce régime a défini l'ère post-crise financière mondiale. Aujourd'hui, cependant, le récit a changé. Nous assistons à une accélération des dépenses mondiales en capital (CapEx), ravivant l'espoir d'une reprise durable de la productivité.

Qu'est-ce qui explique ce revirement ? La réponse réside dans la conjonction de forces puissantes qui redéfinissent les incitations des entreprises.

Premièrement, la frontière technologique — notamment l'intelligence artificielle (IA) — redéfinit les dynamiques économiques de l'investissement. L'IA offre non seulement des gains d'automatisation, mais aussi de nouvelles voies pour le développement de produits et de modèles économiques. De nombreuses entreprises saisissent cette opportunité pour repenser leurs processus. Les rendements attendus des investissements dans les infrastructures numériques, les écosystèmes de données et la capacité de calcul ont considérablement augmenté. Dans un tel environnement, différer l'investissement expose à un risque d'obsolescence.

Deuxièmement, le paysage géopolitique a modifié la prise de décision des entreprises. Depuis la pandémie de COVID-19, les entreprises ont été confrontées à des chocs répétés : perturbations des chaînes d'approvisionnement, frictions commerciales et utilisation croissante d'outils économiques comme leviers géopolitiques. Il en résulte une attention accrue portée à la résilience et à l'autonomie stratégique. L'efficacité, longtemps recherchée via l'optimisation globale, s'équilibre désormais avec la sécurité d'approvisionnement et la continuité opérationnelle. Ce changement est intrinsèquement CapEx-intensif, nécessitant relocalisation, duplication des lignes de production et investissements dans des réseaux logistiques et d'approvisionnement alternatifs.

Notre article Focus (page 8) illustre cette dynamique à travers la réponse de l'industrie du transport maritime à l'épisode d'Ormuz. Les vulnérabilités dans les points de passage stratégiques ne peuvent plus être considérées comme des risques extrêmes.

Elles exigent désormais une atténuation proactive via l'investissement dans les infrastructures et la diversification stratégique.

Le financement de cette vague de CapEx constitue une dimension essentielle de la nouvelle ère. Comme exploré dans nos Perspectives de Marché (page 10), un nombre croissant d'entreprises se tournent vers les marchés actions plutôt que de compter sur les flux de trésorerie ou la dette. Cette tendance reflète l'ampleur des besoins d'investissement.

Parallèlement, les banques centrales demeurent une force de stabilisation. Leurs actions depuis 2022 ont démontré un engagement clair en faveur de la stabilité des prix et de l'indépendance institutionnelle. Face à la résurgence des pressions inflationnistes cette année, elles ont signalé leur volonté d'agir de manière décisive. À notre avis, cette crédibilité ancre les anticipations d'inflation et contribue à contenir le risque que le boom actuel de l'investissement ne se traduise par des pressions inflationnistes durables.

Pris ensemble, ces éléments témoignent d'un changement structurel plutôt que d'un simple rebond cyclique. L'alignement entre opportunité technologique, nécessité géopolitique et adaptabilité financière alimente un cycle CapEx large et durable. Contrairement aux décennies précédentes, l'investissement n'est plus limité par un manque de demande ou de confiance ; il est porté par l'impératif d'adaptation.

Notre stratégie d'investissement reflète cette nouvelle réalité. Nous restons constructifs sur les actions, car les entreprises positionnées pour bénéficier de cette vague CapEx — et capables de la déployer efficacement — devraient offrir des rendements supérieurs. Dans le même temps, la complexité de l'environnement appelle à une diversification robuste entre secteurs et zones géographiques.

Après des années d'hésitation, l'économie mondiale semble avoir redécouvert la puissance de l'investissement. Si elle se poursuit, cette phase CapEx pourrait marquer le début d'une nouvelle ère de croissance de la productivité — et la fin décisive du récit de stagnation qui paraissait si enraciné il n'y a pas si longtemps.

Nous vous souhaitons une lecture agréable et enrichissante de cette édition mensuelle.

Résilience, risques et hausses de taux



Grégory STEINER, CFA
Global Head of
Asset Allocation

En dépit de l'incertitude sur les prix du pétrole, les marchés progressent régulièrement depuis mars, portés par l'espoir d'un accord de paix Trump-Iran et la réouverture du détroit d'Ormuz. La solidité des résultats d'entreprises et l'atténuation de l'inflation après le choc énergétique soutient une perspective positive sur les actions, incitant les investisseurs à rester investis, au-delà du bruit ambiant. Parallèlement, la fermeté du nouveau président de la Réserve fédérale (Fed) sur l'inflation renforce la confiance dans la politique monétaire malgré les chocs inflationnistes persistants.



Bénédicte KUKLA
Chief Strategist

SCÉNARIO MACROÉCONOMIQUE

ÉTATS-UNIS : DÉFIANT LA GRAVITÉ, LA CROISSANCE TIENT MALGRÉ L'INFLATION

L'économie américaine reste robuste, avec une prévision de croissance du PIB inchangée à 2,1 % pour 2026 et 2,0 % pour 2027, le consensus s'étant récemment aligné sur nos chiffres. Les données des premier et deuxième trimestre confirment le maintien du *momentum* américain, la consommation étant soutenue par les baisses d'impôts mises en place sous l'administration Trump et par le restockage préventif des entreprises face aux risques sur les chaînes d'approvisionnement. Ces soutiens devraient s'estomper, et la hausse des prix de l'énergie devrait modérer la croissance séquentielle de la consommation à 1,5 %-2 %.

L'inflation demeure une préoccupation. La prévision d'inflation pour 2026 a été relevée à 3,6 % (+20 points de base (pb)), tandis que celle de 2027 est désormais attendue à 2,4 % (+10 pb). Cela reflète les récentes surprises à la hausse, notamment dans les services liés aux logiciels et à l'intelligence artificielle (IA). Les moteurs de l'inflation à court-terme incluent les droits de douane, l'investissement dans l'IA et la hausse des prix des matières premières, d'autant que les perturbations des chaînes d'approvisionnement au Moyen-Orient devraient prendre du temps à se normaliser. Malgré ces pressions, la perspective reste que l'inflation américaine converge vers l'objectif de 2 % de la Fed d'ici 2027. Les prix de l'immobilier continuent de baisser, les indicateurs salariaux ne s'accroissent plus, et les anticipations d'inflation à long-terme sont

ancrées autour de 2,3 % à la mi-juin. Le marché du travail, bien qu'amélioré, devrait se normaliser, les enquêtes consommateurs pointant vers un risque modéré de hausse du taux de chômage, actuellement à 4,1 %.

Les marchés financiers continuent d'anticiper une probabilité accrue de hausse de taux en 2026. Cependant, nous maintenons notre scénario d'une baisse de taux de la Fed de 25 pb en 2027 – reportée par rapport à notre attente initiale du second semestre 2026 – à mesure que l'inflation se normalise et que les taux directeurs convergent vers le niveau plus neutre de 3,5 %.

ZONE EURO : LA BCE SUR LA CORDE RAIDE

L'économie de la zone euro s'est contractée de 0,2 % en variation trimestrielle au premier trimestre 2026, principalement en raison de la chute de 12,1 % du PIB irlandais et d'un léger recul en France (-0,1 %), désormais lanterne rouge de la région. Cela a ramené notre prévision de croissance moyenne pour la zone en 2026 de 0,8 % à 0,4 %. La volatilité du PIB irlandais, liée au stockage massif de produits pharmaceutiques par les multinationales avant l'instauration de droits de douane américains en 2025, a eu un impact historiquement marqué. Malgré cela, la région a fait preuve d'une certaine résilience : la consommation privée a progressé de 0,2 % en variation trimestrielle, la consommation publique de 0,5 %, tandis que les ventes au détail de la zone euro ont augmenté de 1 % en glissement annuel en avril. Les exportations ont rebondi de +5 % en glissement annuel en mai, après de fortes baisses sur les trois mois précédents. L'investissement privé des

entreprises devrait se montrer plus résilient que la moyenne historique, notamment dans la défense, l'IA et l'électrification.

Les prix de l'énergie se détendent, tandis que les stocks de gaz naturel de l'UE devraient atteindre 80 % d'ici la fin de l'été – niveau suffisant pour garantir l'approvisionnement hivernal. Les prix à la production ont augmenté de 4,9 % en glissement annuel en mai, tandis que les prix à la consommation ont progressé de 3,2 %, avec un pic attendu au quatrième trimestre 2026. Un risque de contagion inflationniste de l'énergie vers les prix alimentaires subsiste, notamment en raison de l'impact potentiel du phénomène Super El Niño. Dans ce contexte, la Banque centrale européenne (BCE) a relevé ses taux comme prévu de 25 pb en juin et devrait le faire à nouveau en juillet, sauf forte surprise baissière sur le pétrole.

ASIE : LA BANQUE DU JAPON ROMPT LE SILENCE

L'inflation asiatique a continué de progresser en mai, plusieurs économies dépassant désormais leur cible. La Corée du Sud et la Nouvelle-Zélande ont maintenu

leurs taux inchangés tout en adoptant un ton restrictif, tandis que l'Indonésie a relevé ses taux de 100 pb pour soutenir la roupie. La croissance industrielle et des ventes au détail en Chine a ralenti en avril, mais les exportations ont été réorientées, maintenant le *momentum* commercial (les exportations chinoises ont bondi de +19 % en glissement annuel en mai). Les enquêtes restent stables dans l'industrie (indice des directeurs d'achat (PMI) à 51,8 en mai) et s'accélèrent dans les services privés (de 52,6 à 54,4). Les prix à la production en Chine progressent (+3,9 % en glissement annuel), mais la répercussion sur les prix à la consommation reste limitée (taux d'inflation inchangé à 1,2 % en mai). Enfin, la Banque du Japon a relevé son taux directeur de 25 pb à 1 % – son plus haut niveau depuis 1995 – en réponse à une inflation de 2,7 % en glissement annuel et à un yen en baisse de près de 10 % depuis le début de l'année. Ce mouvement devrait entraîner un resserrement supplémentaire dans la région et conforte notre scénario de croissance sous le consensus pour le Japon en 2026. Néanmoins, la région devrait largement bénéficier de la réouverture du détroit d'Ormuz et continuer à profiter de l'expansion et de la diversification des chaînes d'approvisionnement portées par le boom de l'IA.



LA BANQUE DU JAPON relève son taux directeur au PLUS HAUT DEPUIS 1995

TABLEAU 1 : PRÉVISIONS MACROÉCONOMIQUES 2025-2027, %

● Prévisions à la baisse depuis la dernière édition

● Prévisions à la hausse depuis la dernière édition

	PIB %			INFLATION %		
	2025	2026	2027	2025	2026	2027
États-Unis	2,2 %	2,1 %	2,0 %	2,7 %	3,6 %	2,4 %
Zone euro	1,6 %	0,4 %	1,0 %	2,1 %	3,5 %	2,4 %
Chine	4,9 %	4,6 %	4,3 %	0,2 %	0,8 %	1,3 %
Japon	1,2 %	0,5 %	1,0 %	3,2 %	2,0 %	2,3 %

Source : Indosuez Wealth Management.



Jean-Marc TURIN, CFA
Head of Patrimonial Funds

NOS CONVICTIONS EN MATIÈRE D'ALLOCATION D'ACTIFS

Les marchés ont poursuivi leur *momentum* haussier depuis fin mars, dans l'attente d'un accord de paix intérimaire entre le président Trump et l'Iran. La réouverture prévue du détroit d'Ormuz devrait réduire la pression sur les prix du pétrole et l'inflation, ce qui est positif pour l'économie mondiale. La combinaison d'un scénario macroéconomique constructif et de résultats d'entreprises très solides justifie notre vue positive sur les actions. Côté taux, le nouveau président de la Fed a profité de sa première conférence de presse pour affirmer que la banque centrale ne tolérera pas l'inflation. Ce message, plus restrictif qu'attendu, devrait dissiper certaines inquiétudes concernant l'indépendance et la crédibilité de la Fed.

ACTIONS

Au sein des actions, les marchés émergents et les États-Unis ont mené la hausse, portés principalement par l'enthousiasme persistant pour l'intelligence artificielle (IA) et les semi-conducteurs, avec des performances de plus en plus concentrées sur quelques valeurs méga-capitalisées. Le Japon a également bien performé, tandis que l'Europe a sous-performé. Les fortes performances du secteur technologique – en particulier pour les semi-conducteurs – sont soutenues par une demande robuste conjuguée à des pénuries d'offre, entraînant des hausses de prix significatives. Ainsi, malgré quelques poches d'exubérance, ce mouvement est justifié par des fondamentaux solides. Il est difficile de savoir combien de temps cette concentration peut durer, mais un élargissement de la performance serait sain à terme. La réouverture du détroit d'Ormuz, si elle se confirme, pourrait déclencher une rotation sectorielle.

Aux États-Unis, les investisseurs particuliers restent une force clé de soutien aux marchés, comme l'illustre

l'introduction en bourse récente de SpaceX, où des valorisations extrêmes n'ont pas freiné l'appétit des investisseurs. Les marchés ont connu quelques semaines de volatilité début juin en raison de l'incertitude autour du conflit iranien et de la politique de la Fed. À mesure que les tensions géopolitiques se sont apaisées, les marchés se sont redressés, mais cet épisode a rappelé l'importance de la diversification.

Dans les marchés émergents, la concentration du marché est encore plus marquée, trois valeurs représentant 30 % de l'indice. La divergence de performance entre pays est frappante, la Corée affichant une performance remarquable portée par les titres spécialisés dans les puces mémoire, tandis que la Chine et l'Inde sont en baisse depuis le début de l'année.

L'Europe a sous-performé depuis le début du conflit, de sorte que la réouverture devrait être positive pour la région, qui reste plus sensible aux prix de l'énergie. Cependant, les perspectives de croissance restent peu enthousiasmantes, et la récente hausse de taux de la BCE ne contribuera pas à les améliorer.

Globalement, les États-Unis et les marchés émergents restent nos régions préférées au sein des actions. Les valorisations sont plus élevées aux États-Unis, mais le *momentum* des résultats est très fort – grâce à l'IA – et a même dépassé la performance des marchés, ce qui signifie que les valorisations se sont améliorées depuis le début de l'année. Les marchés émergents offrent une combinaison attrayante de valorisations et de forte croissance des résultats. Toutefois, l'indice étant de plus en plus dominé par les valeurs taïwanaises et coréennes, les marchés émergents sont aussi un jeu sur l'IA. Dans ce contexte, l'Europe reste intéressante pour la diversification de portefeuille, car elle est clairement moins exposée à ce thème.



DISCIPLINE
et **MAINTIEN**
DE L'INVESTISSEMENT :
la meilleure
stratégie face aux
chocs éphémères

Les développements géopolitiques ont une fois de plus montré qu'ils n'avaient qu'un impact limité et de courte durée sur les marchés. Maintenir une approche disciplinée et rester investi s'est avéré payant et continue d'être récompensé. Malgré des épisodes de volatilité, il est important de rester sur la trajectoire.

MARCHÉS OBLIGATAIRES ET CRÉDIT

Les taux ont été sous pression ces derniers mois, la hausse des prix de l'énergie alimentant l'inflation. Dans ce contexte, les marchés obligataires ont été volatils et n'ont que peu contribué à la performance récemment. Nous maintenons une position prudente sur la dette souveraine et gardons une faible sensibilité aux taux, compte tenu des incertitudes budgétaires persistantes et de l'inflation tirée par l'énergie. Toutefois, notre scénario central est que l'inflation est probablement proche de son pic ; ainsi, si nos prévisions se confirment, les taux ne devraient pas monter beaucoup plus si la réouverture du détroit est confirmée. Nous avons récemment profité de la hausse des taux pour verrouiller des rendements attractifs pour les portefeuilles, tout en restant sous-pondérés en duration.

Le crédit *investment grade* demeure le segment central que nous privilégions au sein de la classe d'actifs obligataire dans cet environnement, car il offre un portage

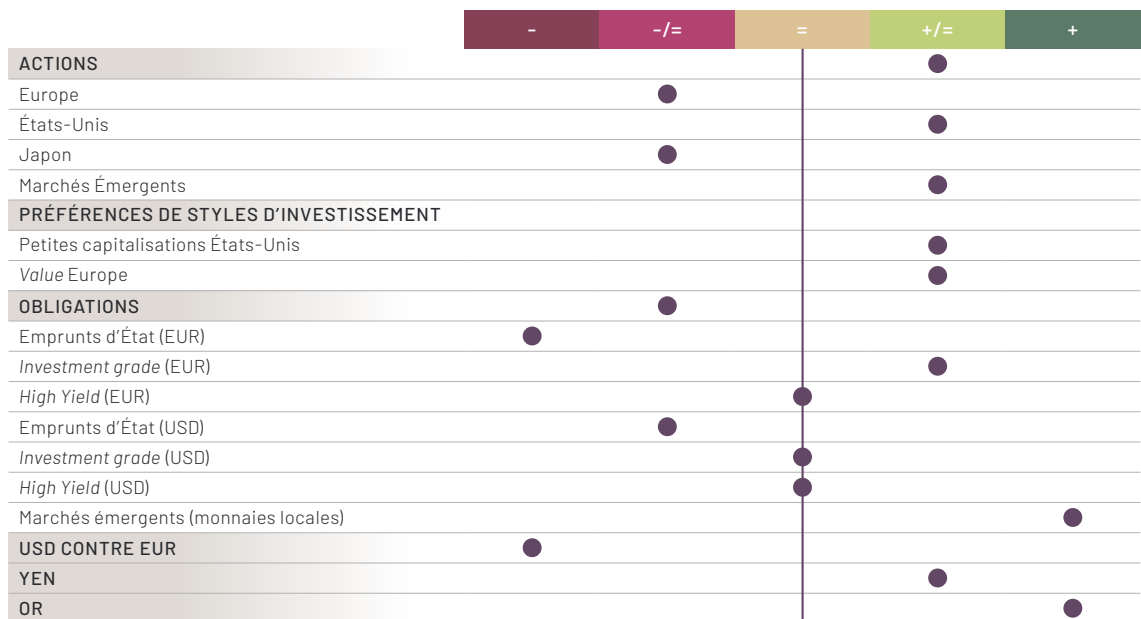
attractif alors que les fondamentaux des entreprises restent relativement solides. Le *high yield* est également intéressant avec une approche sélective. Enfin, la dette émergente en devise locale reste une forte conviction, les rendements très élevés compensant la volatilité des devises.

DEVISES

Le dollar s'est renforcé ces derniers mois, conservant son statut de valeur refuge mais montrant des signes de faiblesse renouvelée à mesure que l'appétit pour le risque revient. La perspective à moyen-terme reste celle d'un déclin progressif, avec un objectif pour l'EUR/USD à 1,23 d'ici 2026. À mesure que les marchés actions se stabilisent et que les prix de l'énergie se modèrent, le dollar devrait faire face à de nouvelles pressions baissières, sous l'effet des banques centrales mondiales et des investisseurs cherchant à diversifier. L'or reste soutenu par des facteurs structurels – diversification des banques centrales, risques géopolitiques et endettement élevé des marchés développés – malgré des prises de bénéfices ponctuelles de certaines banques centrales émergentes.

CONVICTIONS CLÉS – POSITION TACTIQUE

● 13.05.2026



Source : Indosuez Wealth Management.

Ormuz : Leçons du transport maritime mondial



Hugo CORDUAN
Investment Advisor



Sebastien VAN
PETEGHEM
Investment Advisor

Alors que les négociations se poursuivent dans les mois à venir, les marchés restent focalisés sur la question de savoir si le détroit d'Ormuz rouvrira complètement ou restera partiellement restreint. Plus important encore, cet épisode met en lumière des leçons clés du transport maritime mondial : la géopolitique est désormais une variable centrale — et une source d'inflation de plus en plus significative — tandis que l'autonomie stratégique devient un moteur d'investissement toujours plus important.

CINQ LEÇONS QUI REDÉFINISSENT LE TRANSPORT MARITIME MONDIAL

Le transport maritime demeure la colonne vertébrale de l'économie mondiale. Environ 90 % du commerce mondial en volume transite par la mer. Rien qu'en 2024, 12,7 milliards de tonnes de marchandises ont été transportées sur les océans du globe. Pourtant, le transport maritime n'attire l'attention qu'en cas de perturbation. Ormuz a rappelé aux investisseurs que le transport maritime n'est pas simplement une industrie logistique ; il constitue un mécanisme de transmission critique entre géopolitique, inflation et croissance économique.

La première leçon : la dimension géographique demeure déterminante. Le commerce mondial ne circule pas librement sur les océans. Il passe par une poignée de points de passage stratégiques tels que le détroit d'Ormuz, le détroit de Malacca, le détroit de Taïwan, le canal de Suez et le canal de Panama (graphique 1, page 9). Ces passages étroits fonctionnent comme les artères du commerce mondial.

L'importance du détroit d'Ormuz tient non seulement au volume de commerce qui y transite, mais aussi à l'absence d'alternatives. Si les navires peuvent contourner le canal de Suez en passant par le cap de Bonne-Espérance, il n'existe pratiquement pas de détour maritime autour d'Ormuz pour les exportations du Golfe. Cette vulnérabilité dépasse largement le Moyen-Orient. Le détroit de Taïwan assure environ 41 % du commerce maritime chinois, tandis que le détroit de Malacca traite près d'un quart du commerce maritime mondial et reste le principal corridor énergétique pour une grande partie de l'Asie. Selon un rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) de 2025, le coût estimé des perturbations potentielles des points de passage

stratégiques dans le monde, résultant de la géopolitique ou du risque climatique, s'élève à 192 milliards d'euro par an. Les investisseurs considéreront de plus en plus ces points de passage comme des infrastructures critiques pour l'économie mondiale.

La deuxième leçon : les taux de fret pourraient rester structurellement plus élevés qu'attendus.

L'un des concepts les plus importants dans le transport maritime est la demande en tonne-mille. La demande de fret dépend non seulement du volume de marchandises transportées, mais aussi de la distance parcourue. Cette distinction est devenue de plus en plus importante. En 2024, les volumes du commerce maritime mondial ont augmenté d'environ 2 %, mais la demande en tonne-mille a progressé de près de 6 %. La raison est simple : les navires empruntent des routes plus longues. La distance moyenne des voyages est passée d'environ 9 000 kilomètres en 2018 à près de 10 000 kilomètres aujourd'hui. Chaque jour supplémentaire passé en mer réduit la disponibilité des navires ailleurs, resserrant ainsi l'offre. Comme l'ont montré les récentes perturbations, la capacité de transport maritime peut devenir rare même lorsque la flotte mondiale continue de croître.

La troisième leçon : le prix de l'assurance.

Historiquement, l'assurance contre les risques de guerre représentait une composante relativement faible et prévisible des coûts du transport maritime. Cette hypothèse n'est plus valable. La succession de perturbations en mer Noire, en mer Rouge et désormais dans le Golfe a fondamentalement modifié la perception du risque maritime. Les primes d'assurance peuvent augmenter fortement en quelques jours, la couverture peut être restreinte, et des routes qui semblaient viables commercialement peuvent soudainement devenir non rentables. Même si les tensions s'apaisent, les marchés de l'assurance reviennent



L'ère de la
MONDIALISATION
SANS FRICTION
est révolue

rarement totalement à la normale après un choc géopolitique majeur. Le coût de la sécurisation du commerce mondial devrait donc rester structurellement plus élevé qu'auparavant, ajoutant une couche supplémentaire de pression inflationniste tout au long des chaînes d'approvisionnement.

La quatrième leçon : les stocks et la redondance ont retrouvé une valeur stratégique.

Pendant des décennies, les chaînes d'approvisionnement mondiales étaient conçues autour de l'efficacité et de la livraison « juste-à-temps ». La pandémie a révélé la fragilité de ce modèle ; le détroit d'Ormuz a renforcé le message. Les gouvernements et les entreprises reconnaissent de plus en plus l'importance de maintenir des stocks plus importants d'énergie, de matières premières industrielles et de composants critiques. La même logique s'applique au transport maritime lui-même. La capacité de la flotte de conteneurs a augmenté d'environ 10 % entre 2024 et 2025, alors que la demande sous-jacente n'a progressé que de 5 %. Sur le papier, cela suggère une surcapacité. En réalité, les récentes perturbations ont montré que la capacité excédentaire est souvent ce qui évite l'effondrement des chaînes d'approvisionnement lorsque les routes s'allongent ou que les points de passage deviennent inaccessibles. Ce qui paraît inefficace en temps normal peut s'avérer inestimable en période de stress géopolitique.

La dernière leçon : la géopolitique est devenue une variable centrale du transport maritime – et une source d'inflation de plus en plus importante.

Les marchés du fret étaient autrefois principalement dictés par la croissance du commerce, le coût du carburant et l'offre de flotte. Aujourd'hui, les développements géopolitiques influencent les trois. Les attaques en mer Rouge, les restrictions liées à la sécheresse au canal de Panama, les tensions autour de Taïwan, le retour des droits de douane et la crise d'Ormuz convergent vers une même conclusion : l'ère de la mondialisation sans friction est révolue.

IMPLICATIONS POUR L'INVESTISSEMENT

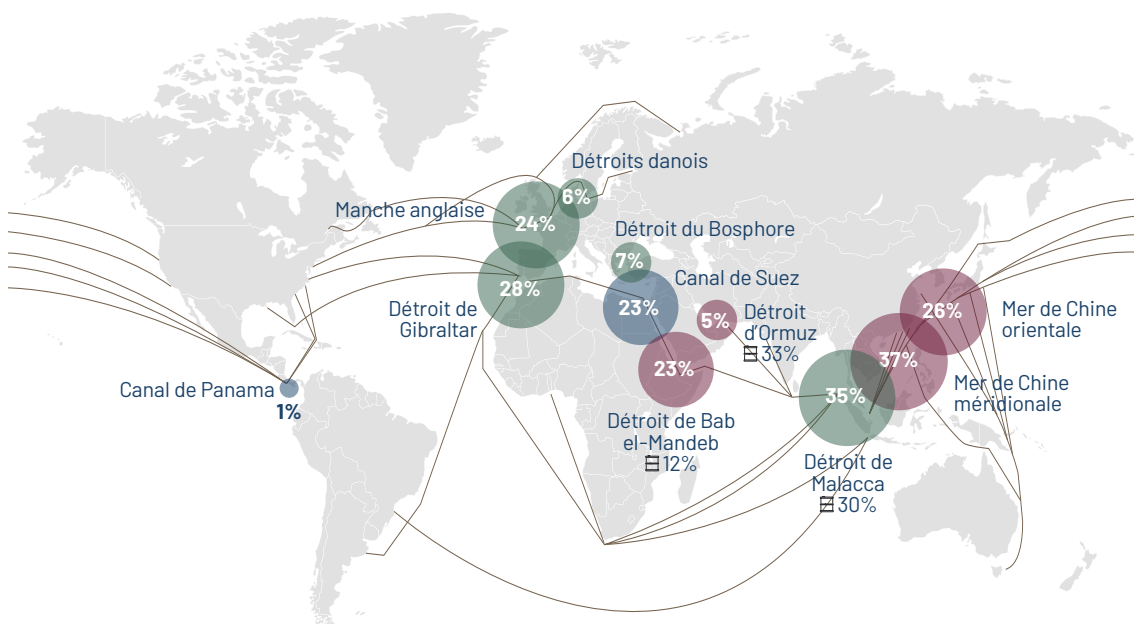
Pour les investisseurs, les risques d'inflation sont désormais plus asymétriques. Alors que la mondialisation et l'efficacité des chaînes d'approvisionnement maintenaient autrefois les prix bas, la fragmentation géopolitique actuelle, les barrières commerciales et les perturbations d'approvisionnement rendent l'inflation plus volatile. La leçon du détroit d'Ormuz est claire : le transport maritime sous-tend le commerce mondial, et les risques maritimes ont désormais des implications économiques plus larges. À mesure que la résilience remplace l'efficacité dans les chaînes d'approvisionnement mondiales – via des stocks plus importants, des itinéraires diversifiés et une sécurité énergétique accrue – les coûts augmentent, conduisant à un monde où l'inflation est moins prévisible (et potentiellement plus élevée). En réponse à au détroit d'Ormuz, l'investissement dans les infrastructures stratégiques devient de plus en plus attractif à l'échelle mondiale – non seulement pour les gains économiques, mais aussi comme moyen de renforcer l'autonomie stratégique.

GRAPHIQUE 1 : RISQUES GÉOPOLITIQUES ET CLIMATIQUES ACTUELS POUR LE COMMERCE MONDIAL

● Points de passage stratégiques ● Risque géopolitique ● Risque climatique — Routes maritimes

% de la part des marchandises expédiées (en poids). Le total des pourcentages dépasse 100 % car les navires traversent plusieurs points de passage stratégiques.

☞ % de la part du pétrole maritime échangé



Sources : Global Guardian (2026), Indosuez Wealth Management.

CapEx IA : Pourquoi le financement en bourse a du sens



Jérôme
VAN DER BRUGGEN
Chief Market Strategist

Une nouvelle vague d'introductions en bourse (IPO) — environ 225 milliards de dollars attendus en 2026 — ainsi que la hausse des placements secondaires aux États-Unis ont ravivé une vieille crainte : l'arrivée de nouvelles actions est-elle le signe que le marché haussier touche à sa fin ? Deux questions clés émergent : la dé-équitisation touche-t-elle à sa fin, et le boom de l'investissement générera-t-il des rendements suffisants ?

Le contexte de cette hausse des nouvelles émissions d'actions est le cycle mondial de CapEx. Pimco estime les dépenses cumulées à environ 14 000 milliards de dollars sur cinq ans, dont plus de la moitié consacrée aux infrastructures. Une part significative est liée aux investissements portés par l'intelligence artificielle (IA) — centres de données, semi-conducteurs et systèmes énergétiques soutenant l'infrastructure numérique.

Jusqu'en 2024, les *hyperscalers* finançaient en grande partie cette expansion via les flux de trésorerie internes. Dès 2025, cependant, l'ampleur et l'accélération des besoins d'investissement les ont conduits à solliciter les marchés obligataires. Désormais, en 2026, l'émission d'actions — IPO et placements secondaires — devient un canal de financement de plus en plus important. Ce changement a suscité des inquiétudes chez les investisseurs habitués à une décennie de baisse de l'offre nette d'actions.

LA DÉ-ÉQUITISATION TOUCHE-T-ELLE À SA FIN ?

La première question est de savoir si le retour des émissions d'actions marque la fin d'un puissant soutien structurel. Comme le montre le graphique 2 (page 11), depuis 2005, l'offre nette d'actions a constamment diminué, les rachats, dividendes et fusions-acquisitions dépassant les émissions d'environ 1,2 % par an. Cette réduction du nombre d'actions a significativement soutenu les rendements réalisés sur les actions, amplifiant la croissance du bénéfice par action (BPA).

À première vue, la réouverture des marchés actions pourrait laisser penser que cette ère touche à sa fin. Cependant, les données ne confirment pas cette conclusion. Les observateurs de marché anticipent environ 1 200 milliards de dollars de rachats d'actions

en 2026 — soit bien plus que les 225 milliards de dollars attendus des IPO. Notamment, environ un quart de ce total de rachats avait déjà été réalisé à la fin de la saison des résultats du premier trimestre, soulignant la poursuite de la génération d'excédents de capital. Ce déséquilibre implique que l'offre nette d'actions devrait, selon nous, rester négative. En d'autres termes, même si les émissions augmentent, elles sont plus que compensées par la poursuite des rachats. Le soutien structurel de la dé-équitisation demeure donc, même s'il est marginalement moins puissant qu'à son apogée. Plutôt qu'un retournement, nous assistons à une normalisation dans un cadre toujours favorable aux marchés actions.

LE CYCLE D'INVESTISSEMENT GÉNÉRERA-T-IL DES RENDEMENTS SUFFISANTS ?

La deuxième — et sans doute la plus importante — question est de savoir si ce cycle d'investissement sans précédent sera finalement créateur de valeur.

Plusieurs facteurs suggèrent une réponse positive selon nous. Premièrement, la demande finale semble robuste et en expansion. La commercialisation des grands modèles de langage (LLM) progresse à un rythme inégalé par les révolutions technologiques précédentes. La monétisation intervient bien plus rapidement que pour les innovations antérieures telles qu'Internet ou le *cloud*.

Une illustration frappante est Anthropic, dont les revenus devraient avoir été multipliés par dix-huit entre juin 2025 et juin 2026, atteignant environ 58 milliards de dollars — soit presque le double des revenus d'ASML, l'un des acteurs les plus établis de l'écosystème des semi-conducteurs. Une telle montée en puissance rapide indique une forte volonté de payer et une base d'adoption entreprise et consommateur en expansion.



L'IA représente désormais
UN TIERS de la
valeur du RÉSEAU
ÉLECTRIQUE
AMÉRICAIN

Deuxièmement, les craintes de surcapacité semblent prématurées. Nous estimons la valeur de remplacement de l'infrastructure de données IA aux États-Unis à environ 2 000 milliards de dollars¹. À titre de comparaison, le coût de remplacement de l'infrastructure électrique américaine est estimé à environ 6 000 milliards de dollars². Autrement dit, la base installée de l'infrastructure IA ne représente qu'environ un tiers du système énergétique sur lequel elle repose. Plutôt que de signaler un excès, cela souligne le potentiel de croissance parallèle des deux écosystèmes : l'expansion de la capacité numérique de concert avec le développement de l'infrastructure énergétique, avec une marge de progression importante pour les deux.

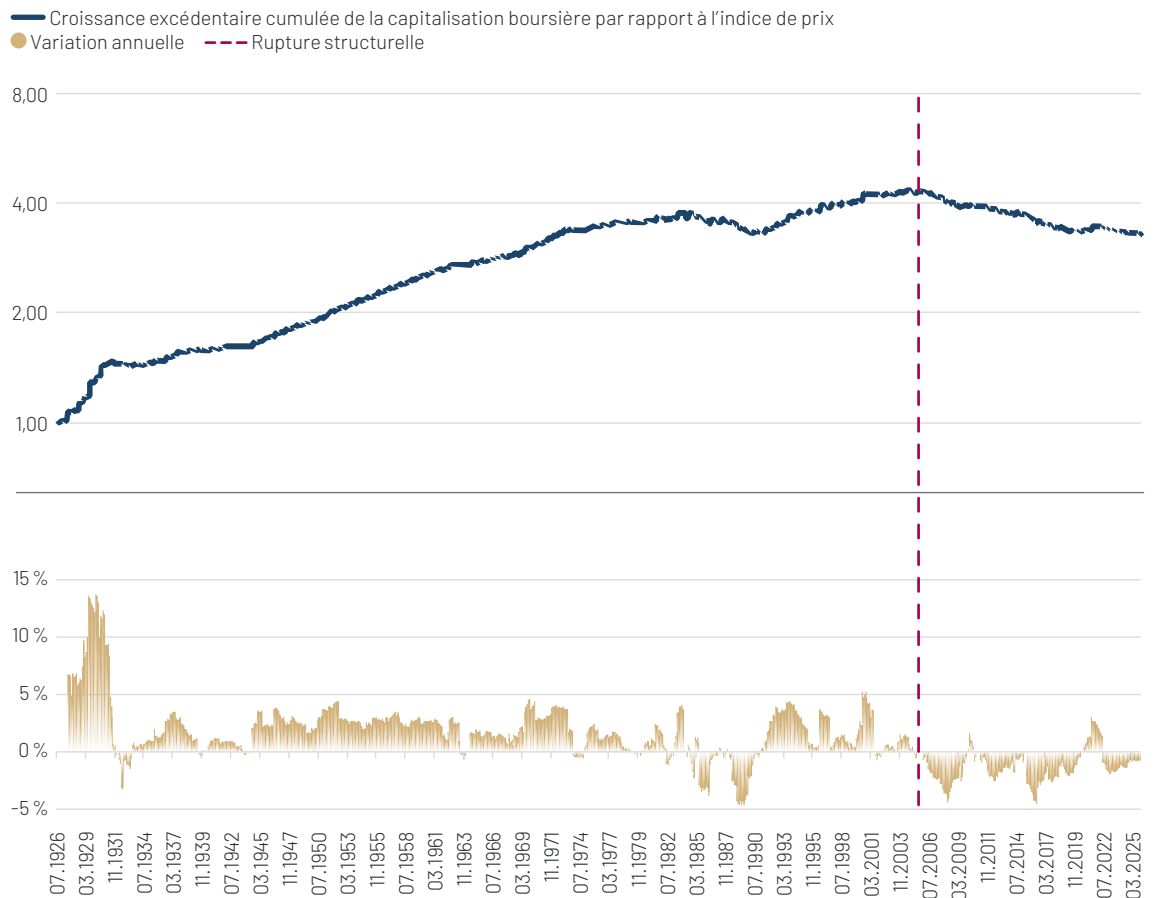
Un troisième effet, souvent négligé, de la vague d'introductions en bourse est le recyclage du capital. L'émission d'actions ne sert pas uniquement à financer de nouveaux investissements : elle libère également du capital longtemps immobilisé dans les marchés privés. Les fondateurs, premiers employés et investisseurs en capital-risque convertissent des participations

illiquides en actifs négociables, cristallisant ainsi une richesse qui peut être redéployée. Historiquement, de tels événements de liquidité n'ont pas conduit à un retrait des marchés, mais plutôt à une réallocation au sein de ceux-ci : les produits sont réinvestis dans les actions cotées, de nouvelles entreprises et des actifs financiers.

Pris ensemble, ces éléments suggèrent que le cycle actuel de CapEx n'est pas un excès spéculatif, mais une réponse rationnelle à une demande structurelle. Les entreprises investissent massivement parce que les incitations économiques sont fortes – et de plus en plus visibles.

La résurgence des IPO et des émissions secondaires reflète l'ampleur de l'opportunité d'investissement actuelle plutôt qu'un signal d'alerte de fin de cycle. La dé-équitisation demeure intacte, soutenue par la prédominance des rachats d'actions, tandis que le boom du CapEx est porté par la demande, les besoins en infrastructures et le recyclage du capital.

GRAPHIQUE 2 : MARCHÉ ACTIONS AMÉRICAIN : INDICE D'ÉMISSION NETTE D' ACTIONS



Sources : Kenneth R. French - Data Library, Indosuez Wealth Management.

1-L'estimation est obtenue en additionnant et en actualisant les investissements cumulés réalisés en 2024 (260 milliards de dollars) et 2025 (450 milliards de dollars) avec ceux prévus pour 2026 (800 milliards de dollars). Les chiffres proviennent des annonces de résultats et sont agrégés par Morgan Stanley.
2-L'estimation est obtenue en actualisant l'estimation de 4 800 milliards de dollars réalisée par Joshua D. Rhodes et citée par l'Edison Electric Institute en 2017 lors des discussions sur le plan de dépenses d'infrastructures aux États-Unis.

DONNÉES AU 18.06.2026

OBLIGATIONS D'ÉTAT	RENDEMENT	VARIATION 4 SEMAINES (PB)	VARIATION ANNUELLE (PB)
Bons du Trésor américain 10 ans	4,45 %	-11,63	28,63
France 10 ans	3,68 %	-4,90	11,50
Allemagne 10 ans	2,93 %	-17,00	7,40
Espagne 10 ans	3,35 %	-18,20	6,20
Suisse 10 ans	0,35 %	-25,00	2,70
Japon 10 ans	2,61 %	-15,30	54,90

OBLIGATIONS	DERNIER	VARIATION 4 SEMAINES	VARIATION ANNUELLE
Emprunts d'État émergents	42,42	1,65 %	2,04 %
Emprunts d'État en EUR	215,21	0,89 %	0,61 %
Entreprises haut rendement en EUR	245,68	0,91 %	1,43 %
Entreprises haut rendement en USD	400,30	0,69 %	1,73 %
Emprunts d'État américains	336,06	0,30 %	0,01 %
Entreprises émergentes	45,74	0,48 %	-0,28 %

DEVICES	DERNIER SPOT	VARIATION 4 SEMAINES	VARIATION ANNUELLE
EUR/CHF	0,9215	0,84 %	-0,99 %
GBP/USD	1,3206	-1,68 %	-2,00 %
USD/CHF	0,8047	2,29 %	1,53 %
EUR/USD	1,1458	-1,39 %	-2,45 %
USD/JPY	161,38	1,51 %	2,98 %

INDICE DE VOLATILITÉ	DERNIER	VARIATION 4 SEMAINES (POINT)	VARIATION ANNUELLE (POINT)
VIX	16,40	-0,36	1,45

INDICES ACTIONS	DERNIER PRIX	VARIATION 4 SEMAINES	VARIATION ANNUELLE
S&P 500 (États-Unis)	7 500,58	0,74 %	9,57 %
FTSE 100 (Royaume-Uni)	10 399,70	-0,42 %	4,72 %
STOXX Europe 600	637,14	2,67 %	7,59 %
Topix	4 068,18	5,56 %	19,34 %
MSCI World	4 834,43	1,19 %	9,12 %
Shanghai SE Composite	4 941,60	3,31 %	6,73 %
MSCI Emerging Markets	1 790,05	6,84 %	27,46 %
MSCI Latam (Amérique Latine)	2 966,10	-3,40 %	9,48 %
MSCI EMEA (Europe, Moyen-Orient, Afrique)	270,73	3,21 %	4,44 %
MSCI Asia Ex Japan	1 188,21	7,30 %	30,08 %
CAC 40 (France)	8 467,98	4,72 %	3,91 %
DAX (Allemagne)	25 026,80	1,71 %	2,19 %
MIB (Italie)	52 688,22	7,16 %	17,23 %
IBEX (Espagne)	19 404,10	7,95 %	12,11 %
SMI (Suisse)	13 765,83	2,38 %	3,76 %

MATIÈRES PREMIÈRES	DERNIER PRIX	VARIATION 4 SEMAINES	VARIATION ANNUELLE
Acier (CNY/Tonne)	3 171,00	0,63 %	2,13 %
Or (USD/Oz)	4 209,97	-7,33 %	-2,53 %
Pétrole brut (USD/Bbl)	76,60	-20,50 %	33,40 %
Argent (USD/Oz)	66,32	-13,21 %	-6,07 %
Cuivre (USD/Tonne)	13 690,50	1,29 %	10,20 %
Gaz naturel (USD/MMBtu)	3,23	7,12 %	-12,29 %

Sources : Bloomberg, Indosuez Wealth Management.
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

RENDEMENT MENSUEL DES INDICES, HORS DIVIDENDES

- FTSE 100
- Topix
- MSCI World
- MSCI EMEA
- MSCI Emerging Markets
- STOXX 600
- S&P 500
- Shanghai SE Composite
- MSCI Latam
- MSCI Asia Ex Japan

MARS 2026	AVRIL 2026	MAI 2026	VARIATION 4 SEMAINES	DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE (18.06.2026)
-1,66 %	16,19 %	11,04 %	7,30 %	30,08 %
-3,72 %	14,53 %	9,50 %	6,84 %	27,46 %
-4,76 %	10,42 %	6,17 %	5,56 %	19,34 %
-4,89 %	9,45 %	5,15 %	3,31 %	9,57 %
-5,30 %	8,03 %	4,37 %	3,21 %	9,48 %
-5,57 %	6,56 %	2,41 %	2,67 %	9,12 %
-6,30 %	4,83 %	1,76 %	1,19 %	7,59 %
-6,67 %	3,36 %	0,98 %	0,74 %	6,73 %
-7,61 %	2,82 %	0,29 %	-0,42 %	4,72 %
-9,43 %	1,99 %	-4,67 %	-3,40 %	4,44 %

Sources : Bloomberg, Indosuez Wealth Management.
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

MEILLEURE PERFORMANCE



MOINS BONNE PERFORMANCE



Découvrez l'équipe éditoriale internationale d'Indosuez Wealth Management, dédiée à transmettre avec précision et efficacité les stratégies d'investissement élaborées par nos experts à travers le monde, avec pour ambition de garantir à nos clients un service d'exception.

**Delphine
DI PIZIO TIGER**
Deputy Global Head of
Investment Management

**Alexandre
DRABOWICZ, CAIA**
Global Chief
Investment Officer

**Jérôme
VAN DER BRUGGEN**
Chief Market Strategist

Bénédicte KUKLA
Chief Strategist

Lucas MERIC
Cross Asset Strategist

Francis TAN
Chief Strategist Asia

Alexandre GAUTHY
Senior Cross-Assets Manager /
Market Forex Strategist

Grégory STEINER, CFA
Global Head of
Asset Allocation

Jean-Marc TURIN, CFA
Head of Patrimonial Funds

Adrien ROURE
Multi-Asset Portfolio Manager

Mafalda DOS SANTOS
Global Head of
Content Marketing

Blockchain : Technologie de stockage et de transmission d'informations, prenant la forme d'une base de données qui a la particularité d'être partagée simultanément avec tous ses utilisateurs et qui ne dépend généralement d'aucun organe central.

BLS : Bureau américain des statistiques de l'emploi (Bureau of Labor Statistics).

BPA : Bénéfice par action.

Brent : Un type de pétrole brut doux, souvent utilisé comme référence du cours du pétrole brut en Europe.

Cycliques : Les (valeurs) Cycliques désignent des entreprises soumises aux fluctuations de l'économie. Ces entreprises enregistrent des bénéfices plus élevés lorsque l'économie est en expansion.

Défensives : Les (valeurs) Défensives désignent des entreprises relativement à l'abri des fluctuations du contexte économique.

Déflation : La déflation est l'opposé de l'inflation. À l'inverse de cette dernière, elle se caractérise en effet par une baisse durable et auto-entretenu du niveau général des prix.

Duration : Elle évalue la sensibilité d'une obligation ou d'un fonds obligataire aux variations des taux d'intérêt. Cette valeur est exprimée en années. Plus la duration d'une obligation est longue, plus son cours est sensible aux variations des taux d'intérêt.

EBIT (Earnings Before Interests and Taxes) : Terme anglo-saxon désignant les bénéfices générés avant la prise en compte des intérêts financiers et des impôts. Ce *ratio*, qui correspond à la notion de résultat d'exploitation, est calculé en soustrayant les dépenses hors exploitation aux bénéfices.

EBITDA (Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortisation) : Ce ratio est calculé en rajoutant les intérêts financiers, les impôts, la dépréciation et les charges d'amortissement aux bénéfices. Il est utilisé pour mesurer la rentabilité du cycle d'exploitation de l'entreprise avant les dépenses hors exploitation et les charges hors caisse.

ESG : Système de notation extra-financière des entreprises sur les piliers Environnement, Social et Gouvernance qui permet d'évaluer la soutenabilité et l'impact éthique d'un investissement dans une société.

Fed : Réserve fédérale américaine, c.-à-d. la banque centrale des États-Unis.

FDIC : Federal Deposit Insurance Corporation est une agence indépendante du gouvernement des États-Unis qui assure les dépôts des particuliers dans les banques et autres institutions financières jusqu'à 250 000 dollars en cas de faillite de la banque.

FMI : le Fonds monétaire international.

FOMC (Federal Open Market Committee) : Il est l'organe de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine.

GENIUS Act : est l'acronyme de Guiding and Establishing National Innovation for US Stablecoins Act est une loi fédérale américaine adoptée en juillet 2025 qui établit un cadre réglementaire pour les *stablecoins*, des cryptomonnaies dont la valeur est adossée à une monnaie fiduciaire comme le dollar américain.

Growth : Le style *Growth* désigne des entreprises dont le chiffre d'affaires et les bénéfices devraient croître à un rythme plus rapide que la moyenne du marché. Les actions *Growth* se caractérisent généralement par des valorisations supérieures à celle du marché dans son ensemble.

IDA : Indice des directeurs d'achat, PMI (Purchasing Manager Index) en anglais.

Indice de surprises économiques : Mesure le niveau de variation des données macroéconomiques publiées par rapport aux anticipations des prévisionnistes.

IPC (indice des prix à la consommation) : Cet indice estime le niveau général des prix auquel est confronté un ménage type sur la base d'un panier de consommation moyen de biens et de services. Il est l'instrument de mesure de l'inflation le plus couramment utilisé.

ISM : Institute for Supply Management, Institut pour la gestion de l'approvisionnement en français.

ISR : Investissement socialement responsable.

Nearshoring (régionalisation) : Décrit par l'OCDE comme la décision de relocaliser des activités précédemment délocalisées.

Notations : Les notations des obligations vont généralement de AAA (meilleure qualité) à C (qualité la plus faible), dans un ordre décroissant : AAA - AA - A - BBB - BB - B - CCC - CC - C.

Obligations à haut rendement : Les obligations à haut rendement sont de moins bonne qualité que les obligations *investment grade* tout en faisant et pour la plupart d'entre elles, l'objet d'une notation par une agence spécialisée.

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques.

« One Big Beautiful Bill Act » (en français, Grande et belle loi) : Est le nom donné à un projet de loi global de réconciliation budgétaire adopté par le Congrès américain et signé par le président Trump le 4 juillet 2025. C'est une législation vaste et complexe qui comprend de nombreuses dispositions affectant divers aspects de la vie américaine, notamment les impôts, les soins de santé, la politique énergétique, et bien plus encore.

OPEP : Organisation des pays producteurs de pétrole composée de 14 membres.

OPEP+ : Organisation constituée des pays de l'OPEP et de 10 autres pays producteurs, dont la Russie, le Mexique et le Kazakhstan.

OMC : Organisation mondiale du commerce.

PIB (produit intérieur brut) : Mesure le niveau de production de biens et services d'un pays au cours d'une année par les agents résidant à l'intérieur du territoire national.

Point de base (pb) : 1 point de base = 0,01%.

Point mort d'inflation (ou « inflation breakeven » en anglais) : Niveau d'inflation qui équilibre les rendements des obligations nominales et des obligations indexées sur l'inflation (de maturité et de qualité identiques). En d'autres termes, c'est le niveau d'inflation pour lequel un investisseur est indifférent entre la détention d'une obligation nominale ou d'une obligation indexée sur l'inflation. Il représente ainsi les anticipations d'inflation sur une zone géographique pour une certaine maturité.

Qualité : Le style *Qualité* désignent des entreprises affichant des bénéfices plus élevés et plus réguliers associés à un faible endettement, ainsi que d'autres indicateurs de stabilité des bénéfices et de bonne gouvernance. Les actions de *Qualité* se caractérisent par un rendement élevé des capitaux propres, un ratio dette/capitaux propres raisonnable et une moindre variabilité des bénéfices.

Quantitative easing QE (Assouplissement quantitatif) : Instrument de politique monétaire par l'intermédiaire duquel la banque centrale acquiert des actifs, par exemple des obligations, afin d'injecter des liquidités dans l'économie.

SAFE (« Security Action For Europe ») : est un programme européen doté de 150 milliards d'euros visant à faciliter les achats d'armement en commun par les États membres de l'UE. Il fait partie d'un plan plus large de réarmement du continent, présenté par la Commission européenne, qui vise à mobiliser jusqu'à 800 milliards d'euros.

SEC (Securities and Exchange Commission) : Organisme fédéral américain indépendant en charge du bon fonctionnement des marchés financiers.

Spread (pour Spread de crédit) : Correspond à l'écart entre deux actifs, généralement entre les taux d'intérêt, par exemple entre le taux d'une obligation d'entreprise et celui d'une obligation d'État.

Stagflation : La *stagflation* désigne une situation dans laquelle une inflation élevée coexiste avec une stagnation de la production économique.

Taux swap d'inflation 5 ans dans 5 ans : Mesure du marché de ce que seront les anticipations d'inflation à cinq ans dans cinq ans. Il donne une fenêtre sur la façon dont les anticipations d'inflation peuvent changer à l'avenir.

Value : Le style *Value* désigne des entreprises qui se négocient avec une décote par rapport à leurs fondamentaux. Les actions *Value* se caractérisent par un rendement du dividende élevé et de faibles ratios cours/valeur comptable et cours/bénéfices.

VIX : Indice de volatilité implicite de l'indice S&P 500. Il mesure les anticipations des opérateurs sur la volatilité à 30 jours sur la base des options contractées sur l'indice.

Ce document intitulé « Monthly House View » (la « Brochure ») est publié exclusivement à titre de communication marketing.

Les langues dans lesquelles la Brochure est rédigée font partie des langues de travail d'Indosuez Wealth Management.

Les informations publiées dans la Brochure n'ont pas été revues ni soumises à l'approbation ou l'autorisation d'une quelconque autorité de régulation ou de marché dans aucune juridiction.

La Brochure n'est pas pensée pour, ou destinée à des personnes d'un pays en particulier.

La Brochure n'est pas destinée à des personnes citoyennes, domiciliées ou résidentes d'un pays ou d'une juridiction dans lesquels sa distribution, sa publication, sa disponibilité ou son utilisation contreviendraient aux lois ou réglementations applicables.

Le présent document ne constitue ni ne contient une offre ou une invitation à acheter ou à vendre un instrument et/ou un service financier, quel qu'il soit. De même, il ne constitue en aucune manière un conseil ou une recommandation de stratégie, d'investissement ou de désinvestissement personnalisé ou général, ni un conseil juridique ou fiscal, un conseil en matière d'audit ou tout autre conseil de nature professionnelle. En aucun cas ce document n'affirme qu'un investissement ou une stratégie est adapté et approprié à une situation individuelle ou qu'un investissement ou une stratégie constitue un conseil en investissement personnalisé pour un investisseur.

Sauf indication contraire, la date pertinente dans ce document est la date d'édition mentionnée à la dernière page du présent avertissement. Les informations contenues dans le présent document sont fondées sur des sources considérées comme fiables. Nous faisons de notre mieux pour assurer l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations contenues dans ce document. Toutes les informations, ainsi que tous les prix, valorisations de marché et calculs indiqués dans le présent document sont susceptibles d'être modifiés sans préavis. Les prix et les performances passés ne préjugent pas nécessairement des prix et des performances futurs.

Les risques incluent, entre autres, les risques politiques, les risques de crédit, les risques de change, les risques économiques et les risques de marché. Avant toute transaction, vous devez consulter votre conseiller et, si nécessaire, obtenir l'avis d'un conseiller professionnel indépendant concernant les risques et toutes les conséquences juridiques, réglementaires, fiscales comptables et de crédit. Nous vous recommandons de contacter vos conseillers habituels afin de prendre vos décisions de manière indépendante, à la lumière de votre situation financière et de vos connaissances et expérience financières.

Les taux de change sont susceptibles d'affecter négativement la valeur, le prix ou les revenus de l'investissement après conversion dans la monnaie de référence de l'investisseur.

CA Indosuez, société de droit français, maison mère de l'activité de gestion de fortune du groupe Crédit Agricole, et ses filiales ou entités apparentées, à savoir CA Indosuez (Switzerland) SA, CA Indosuez Wealth (Europe), CFM Indosuez Wealth, leurs filiales, succursales et bureaux de représentation respectifs, quel que soit leur lieu d'implantation, exercent leurs activités sous la marque unique Indosuez Wealth Management. Chacune des filiales, leurs propres filiales, succursales et bureaux de représentation, ainsi que chacune des autres entités de Indosuez Wealth Management sont désignés individuellement par l'« Entité » et collectivement par les « Entités ».

Les Entités ou leurs actionnaires et plus généralement les entreprises du groupe Crédit Agricole (le Groupe) ainsi que, respectivement, leurs mandataires sociaux, dirigeants ou employés peuvent, en leur nom personnel ou au nom et pour le compte de tiers, réaliser des transactions sur les instruments financiers présentés dans la Brochure, détenir d'autres instruments financiers liés à l'émetteur ou au garant de ces instruments financiers, ou fournir ou chercher à fournir des services concernant les titres, des services financiers ou tout autre type de service pour ou à partir des Entités. Lorsqu'une Entité et/ou une entité du Groupe Crédit Agricole agit en tant que conseiller et/ou gérant, administrateur, distributeur ou agent de placement pour certains produits ou services mentionnés dans la Brochure, ou exécute d'autres services dans lesquels une Entité ou le Groupe Crédit Agricole détient ou est susceptible de détenir un intérêt direct ou indirect, votre Entité accorde la priorité à l'intérêt de l'investisseur.

Certains investissements, produits et services, y compris la garde des titres, peuvent être soumis à des restrictions légales et réglementaires ou ne pas être disponibles dans le monde entier sans restriction, compte tenu de la législation de votre pays d'origine, de votre pays de résidence ou de tout autre pays avec lequel vous pourriez avoir des liens. En particulier, les produits et services présentés dans la Brochure ne sont pas destinés aux résidents des États-Unis et du Canada. Ces produits ou services peuvent être fournis par les Entités selon leurs prix et conditions contractuels, conformément aux lois et réglementations applicables et sous réserve de leur licence. Ils peuvent être modifiés ou retirés à tout moment sans notification.

Veuillez contacter votre chargé de relations clientèle pour plus d'informations.

Chaque entité met la Brochure à la disposition de ses clients conformément aux réglementations applicables :

- **en France** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez, société anonyme au capital de 853 571 130 euros, maison mère du groupe Indosuez et établissement bancaire de plein exercice agréé pour la fourniture de services d'investissement et l'activité de courtage en assurance, dont le siège social est situé 17, rue du Docteur Lancereaux, 75008 Paris, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 572 171 635 (numéro individuel d'identification d'assujetti TVA : FR 075 72 17 16 35) ;
- **au Luxembourg** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe), une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 39 allée Scheffer L-2520 Luxembourg, inscrite au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro B91.986 et bénéficiant du statut d'établissement de crédit agréé établi au Luxembourg et contrôlé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) ;

- **en Espagne** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe) Sucursal en Espana, supervisée par le Banco de Espana (www.bde.es) et la Commission nationale espagnole du marché des valeurs mobilières (Comision Nacional del Mercado de Valores, CNMV, www.cnmv.es), une succursale de CA Indosuez Wealth (Europe). Adresse : Paseo de la Castellana numero 1, 28046 Madrid (Espagne), enregistrée auprès de la Banque d'Espagne sous le numéro 1545. Enregistrée au Registre du commerce et des sociétés de Madrid sous le numéro T 30.176.F 1.S 8, H M-54370, CIF ;

- **en Italie** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe), succursale d'Italie basée à Piazza Cavour 2, 20121 Milan, Italie, inscrite au Registre des Banques no. 8097, code fiscal et numéro d'enregistrement au Registre du Commerce de Milan, Monza Brianza et Lodi n. 97902220157 ;

- **au Portugal** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe), Sucursal em Portugal basée à Avenida da Liberdade, 190, 2.º B - 1250-147 Lisboa, Portugal, inscrite à la Banque du Portugal sous le numéro 282, code fiscal 980814227 ;

- **en Belgique** : la Brochure est distribuée par la Banque Degroof Petercam SA, située Rue de l'Industrie 44 B-1040 Bruxelles, Belgique, enregistrée au Registre des Entreprises sous le numéro 0403 212 172, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises (base de données des entreprises belges) sous le numéro de TVA BE 0403 212 172 (RPM Bruxelles) ;

- **au sein de l'Union européenne** : la Brochure peut être distribuée par les entités Indosuez Wealth Management autorisées dans le cadre de la Libre circulation des services ;

- **à Monaco** : la Brochure est distribuée par CFM Indosuez Wealth, 11, Boulevard Albert 1er - 98 000 Monaco, enregistrée au Registre de l'Industrie et du commerce de Monaco sous le numéro 56S00341, agrément : EC/2012-08 ;

- **en Suisse** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Quai Général-Guisan 4, 1204 Genève et par CA Indosuez Finanziaria SA, Via F. Pelli 3, 6900 Lugano, ainsi que par leurs succursales et/ou agences suisses. La Brochure est un document marketing et ne constitue pas le produit d'une analyse financière au sens des directives de l'Association suisse des banquiers (ASB) concernant l'indépendance des analyses financières au sens de la loi suisse. En conséquence, ces directives ne sont pas applicables à la Brochure ;

- **dans la Région administrative spéciale de Hong Kong** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Hong Kong Branch, Suite 2918, Two Pacific Place - 88 Queensway - Hong Kong. Aucune information contenue dans la Brochure ne constitue une recommandation d'investissement. La Brochure n'a pas été soumise à l'avis de la Securities and Futures Commission (SFC) ou de toute autre autorité réglementaire à Hong Kong. La Brochure et les produits qu'elle peut mentionner n'ont pas été autorisés par la SFC au sens des sections 103, 104, 104A ou 105 de l'Ordonnance sur les titres et les contrats à terme (Cap. 571) (SFO) ;

- **à Singapour** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Singapore Branch, 2 Central Boulevard, West Tower #12-02, 101 Central Boulevard Towers, 018916 Singapour. À Singapour, la Brochure est destinée exclusivement aux Investisseurs qualifiés, Investisseurs institutionnels ou Investisseurs experts au sens de la Loi sur les titres et les contrats à terme de Singapour 2001. Pour toute question concernant la Brochure, les destinataires de Singapour peuvent contacter CA Indosuez (Switzerland) SA, Singapore Branch ;

- **au DIFC** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Suisse) SA, DIFC Branch, Al Fattan Currency House, Tower 2 - Level 23 Unit 4 DIFC PO Box 507232 Dubai - UAE, une société réglementée par la Dubai Financial Services Authority (« DFSA »). La présente Brochure est uniquement destinée aux clients professionnels et/ou contreparties de marché. Aucune autre personne ne doit agir sur la base de celle-ci. Les produits ou services financiers dont il est question dans la présente Brochure seront uniquement mis à disposition des clients satisfaisant les critères de la DFSA relatifs aux clients professionnels et/ou aux contreparties de marché. La présente Brochure est fournie exclusivement à titre d'information. Elle ne doit pas être interprétée comme une offre d'achat ou de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat ou de vente d'un quelconque instrument financier ou de participation à une stratégie de négociation en particulier dans toute juridiction ;

- **aux EAU** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Abu Dhabi Representative Office, Zayed - The 1st Street- Nayel & Bin Harmal Tower, 5th Floor office 504, P.O. Box 44836 Abu Dhabi, Émirats arabes unis. CA Indosuez (Switzerland) SA conduit ses activités aux Émirats arabes unis (EAU) via son bureau de représentation, placé sous le contrôle de la Banque Centrale des EAU Conformément aux règles et réglementations applicables aux EAU, le bureau de représentation de CA Indosuez (Switzerland) SA ne peut exercer aucune activité bancaire. Il est uniquement autorisé à commercialiser et promouvoir les activités et produits de CA Indosuez (Switzerland) SA. La Brochure ne constitue pas une offre destinée à une personne spécifique ou au grand public ni une invitation à soumettre une offre. Elle est distribuée sur une base privée et n'a pas été revue ou approuvée par la Banque Centrale des EAU ou par une autre autorité réglementaire des EAU ;

- **autres pays** : les lois et réglementations des autres pays sont aussi susceptibles de limiter la distribution de cette Brochure. Les personnes en possession de cette publication doivent s'informer sur les éventuelles restrictions légales et les respecter.

La Brochure ne peut être photocopiée, reproduite ou distribuée, en partie ou en totalité, sous quelque forme que ce soit, sans l'accord préalable de votre Banque.

© 2026, CA Indosuez (Switzerland) SA/Tous droits réservés.

Crédits photo : AdobeStock.

Achevé de rédiger le 19.06.2026.

Présence internationale

NOTRE HISTOIRE

Indosuez Wealth Management est la marque mondiale de gestion de fortune du groupe Crédit Agricole, 10ème banque au monde par le bilan (The Banker 2025).

Depuis plus de 150 ans, Indosuez Wealth Management accompagne des grands clients privés, familles, entrepreneurs et investisseurs professionnels pour la gestion de leur patrimoine privé comme professionnel. La banque propose une approche sur-mesure permettant à chacun de ses clients de préserver et développer son patrimoine au plus près de ses aspirations. Ses équipes proposent un continuum de services et d'offres intégrant conseil, financement, solutions d'investissement, fund servicing, solutions technologiques et bancaires.

Indosuez Wealth Management rassemble plus de 4 300 collaborateurs dans 15 territoires à travers le monde : en Europe (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Monaco et Suisse), en Asie-Pacifique (Hong Kong RAS, Nouvelle-Calédonie et Singapour), et au Moyen-Orient (Abu Dhabi, Dubaï).

Avec 215 milliards d'euros d'actifs clients à fin décembre 2024, Indosuez Wealth Management figure parmi les leaders européens de la gestion de fortune.

Plus d'informations sur <https://ca-indosuez.com/>



INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT

Indosuez Wealth Management s'appuie sur un patrimoine exceptionnellement riche, fondé sur des relations à long terme, une expertise financière et notre réseau financier international :

Asie Pacifique

HONG KONG RAS

Suite 2918, Two Pacific Place - 88 Queensway
Hong Kong
T. +852 37 63 68 68

NOUMÉA

Le Commodore - Promenade Roger Laroque,
Anse Vata
98800 Nouméa - Nouvelle-Calédonie
T. +687 27 88 38

SINGAPOUR

2 Central Boulevard, West Tower #12-02,
IOI Central Boulevard Towers,
018916 Singapour
T. +65 64 23 03 25

Europe

BRUXELLES

Rue de l'Industrie 44
1204 Bruxelles - Belgique
T. +32 2 287 91 11

GENÈVE

Quai Général-Guisan 4
1204 Genève - Suisse
T. +41 58 321 90 00

LISBONNE

Avenida da Liberdade, n.º190, 2ºB
1250 - 147 Lisbonne - Portugal
T. +351 211 255 360

LUXEMBOURG

39, Allée Scheffer
L-2520 Luxembourg
T. +352 24 67 1

MADRID

Paseo de la Castellana 1
28046 Madrid - Espagne
T. +34 91 310 99 10

MILAN

Piazza Cavour 2
20121 Milan - Italie
T. +39 02 722 061

MONACO

11, Boulevard Albert 1^{er}
98000 Monaco
T. +377 93 10 20 00

PARIS

17, Rue du Docteur Lancereaux
75008 Paris - France
T. +33 1 40 75 62 62

Moyen-Orient

ABU DHABI

Zayed - The 1st Street -
Nayel & Bin Harmal Tower,
5th Floor office 504
PO Box 44836 Abu Dhabi
T. +971 2 631 24 00

DIFC

Al Fattan Currency House, Tower 2
Level 23 Unit 4 DIFC
PO Box 507232 Dubaï
T. +971 4 350 60 00

